



Historique de l'action contre EuropaCity 2005-2018

31 octobre 2018

<http://nonaEuropaCity.com/>

<http://www.facebook.com/nonaEuropaCity.cptg/>

<http://twitter.com/nonaEuropaCity1?lang=fr>

1. **2005 : révision du SDRIF**
2. 2009 : discours du Président Nicolas Sarkozy sur le projet de Grand Paris
3. février 2010 : interview du Président Nicolas Sarkozy parlant du projet du groupe Auchan sans prononcer le nom "EuropaCity"
4. **novembre 2010 : le groupe Auchan annonce son projet d'implantation d'un immense centre commercial, de loisirs et de culture sur le Triangle de Gonesse intitulé EuropaCity**
5. **2011 : création du CPTG**
6. Printemps 2013 : l'EPA Plaine de France lance la "concertation" réglementaire sur son projet de ZAC du Triangle de Gonesse
7. **Fin 2013 : nouveau vote du SDRIF**
8. Mai 2014 : Marche festive de Roubaix à Néchin
9. Septembre 2014 : pendant deux jours le CPTG accueille sur le Triangle de Gonesse le premier Alternatiba d'Ile-de-France
10. Juin 2015 : rassemblement et fresque humaine "Non à EuropaCity" au Parc Ballanger d'Aulnay-sous-Bois
11. Octobre 2015 : rassemblement sur le Triangle contre le tracé en plein champ du Bus à haut niveau de service (BHNS) de la ligne 20 reliant les RER B et D
12. **15 mars - 30 juin 2016 : débat public sur le projet EuropaCity**
13. Mai 2016 : le CPTG saisit la commission de pétitions de l'Europe. La saisine a été jugée recevable, mais mise en attente des décisions de la juridiction française. Juillet 2016 : création de la Convergence Alter-EuropaCity qui se propose d'aider le CPTG à élargir à l'ensemble de la région parisienne la lutte contre EuropaCity. C'est un début qui va s'amplifier.
14. **21 septembre 2016 : le préfet du Val d'Oise autorise la création de la ZAC du Triangle de Gonesse**
15. 8 novembre 2016 : la Convergence Alter-EC a organisé une première réunion publique à Paris qui a rassemblé 300 opposants-tes au projet.
16. **21 mai 2017 : 2000 personnes participent sur le Triangle à l'opération "Planter et semer" organisé par la Convergence et le CPTG**
17. **Mai - Juin 2017 : enquête publique en vue de la révision du PLU de la ville de Gonesse.** Le 30 juillet 2017 le Commissaire enquêteur a conclu son rapport par un **avis très défavorable** à la révision du PLU de la ville de Gonesse
18. **6 juillet 2017 : première conférence de presse du ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, durant laquelle il a déclaré que le projet EuropaCity n'est « pas compatible » avec le plan Climat du gouvernement.**
19. 8 - 9 juillet 2017 : le CPTG "invité d'honneur" du 17^{ème} rassemblement d'été à Notre-Dame-des-Landes
20. 8 octobre 2017 à Paris : manifestation du quai Valmy à la place de la République suivi de débats sur la Place avant la distribution d'une soupe géante préparée avec les légumes récoltées sur la parcelle cultivée sur le triangle de Gonesse
21. **Octobre 2017 : publication d'une version augmentée (58 p.) du projet alternatif CARMA**
22. Novembre 2017 : publication du « livre blanc » des experts indépendants "InCOPruptibles"
23. **11 décembre 2017 : présentation du projet CARMA à l'Assemblée nationale**
24. **6 mars 2018 : le TA de Cergy annule l'arrêté du 21.09.2016 autorisant la création de la ZAC du Triangle de Gonesse**

25. 12 mars 2018 : des légumes menacés d'expulsion par référé à la demande de l'Établissement public foncier d'Ile-de-France
26. **27 mai 2018** : le CPTG et la Convergence ont organisé une **DEUXIÈME FÊTE AVEC DÉBATS SUR LE TRIANGLE DE GONESSE**
27. 5 juillet 2018 : Communiqué de presse "*Objectif zéro artificialisation : pour être cohérent, le gouvernement doit commencer par annuler le projet EuropaCity*"
28. 28 août 2018 : Communiqué de presse "*EuropaCity, l'autre lobby qui a eu la peau de Nicolas Hulot*"
29. 8 septembre 2018 : le CPTG participe à Paris à la Marche pour le Climat
30. 8 sept. 2018 : GREY FRUIT PARTY sur le Triangle de Gonesse de 17h à 7h du matin
31. 15 - 16 sept. : le CPTG a participé à deux débats à la fête de l'Humanité à La Courneuve
32. 21 septembre 2018 : FÊTE DES POSSIBLES à Villiers-le-Bel.

LE SENS D'UNE RÉSISTANCE

Les défenseurs d'une agriculture biologique et de proximité sont très minoritaires parmi les cultivateurs de la région, céréaliers à plus de 90%. Dès le départ, les femmes et les hommes qui se sont réunis pour constituer ce qui allait devenir le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) savaient qu'en Ile-de-France, c'est aux citoyens de monter en première ligne pour défendre les espaces agricoles. Leur ambition commune était déjà de **faire échouer EuropaCity pour que ces espaces menacés puissent un jour être de nouveau destinés à des cultures maraîchères pour une alimentation saine et durable privilégiant la proximité, la sauvegarde de la biodiversité, la recherche et les formations en agro-écologie, le développement des synergies entre rural et urbain, l'économie circulaire, toutes activités créatrices d'emplois durables et qualifiants.**

2005 : révision du SDRIF

Depuis une dizaine d'années des associations sur la partie Ouest de la Plaine de France du Val d'Oise s'opposent autour de la Croix Verte à des projets de zones commerciales, d'entrepôts de logistique, de routes et autoroutes au milieu des champs. Elles réussissent à faire échouer les projets. Environ 500 hectares de terres agricoles urbanisables au **SDRIF de 1994** sont en jeu et seront remises en espaces agricoles dès le premier vote du SDRIF en 2008 grâce aux actions complémentaires des associations et de certains-es élus-es au conseil régional.

Sur la partie Est, plus proche de Roissy, il n'existe pas d'opposition locale au bétonnage des terres agricoles, qui va bon train. Plus particulièrement sur le Triangle de Gonesse d'environ 1 000 ha, le SDRIF de 1994 prévoit trois zones d'urbanisation. Au Nord sur la commune de Roissy deux zones d'activités autour d'un golf sont réalisées, la pointe sud du Triangle de Gonesse dite zone des Tulipes est bétonnée à l'initiative de la commune de Gonesse pour faire place à une importante zone d'entrepôts logistiques tout-camion très peu dense en emplois. La zone centrale urbanisable n'est pas réalisée bien que le groupe AXA ait spéculé par l'achat de 120 ha. Il ne reste plus que 650 à 700 ha.

En 2006 dans le pré-projet de SDRIF, l'IAU (institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France), préconise la préservation des 700 ha agricoles du Triangle de Gonesse. A cette orientation, le maire de Gonesse et l'EPA Plaine de France (Établissement public d'aménagement), qui se comporte comme un vulgaire promoteur peu soucieux de l'intérêt général, oppose **en 2007 un projet de technopôle porté par le cabinet Güller Güller.**

Le 29 Avril 2009, à la cité de l'architecture, le président **Nicolas Sarkozy** prononce un discours sur le projet Grand Paris où il évoque la proposition : « *de planter une nouvelle forêt d'un million d'arbres sur les 2500 ha du cône de bruit de Roissy, pour capturer 13 tonnes de carbone par an* ». Projet totalement irréaliste, car les forêts (qui abritent de nombreux oiseaux) sont interdites pour des raisons de sécurité aérienne dans les zones aéroportuaires !

En Février 2010, au cours d'une interview dans la revue d'« **Architecture d'aujourd'hui** » le président de la République déclare qu'il faut que « 1000 projets s'épanouissent » dans le cadre du Grand Paris. Et d'ajouter « *Un autre exemple va vous surprendre. Le groupe Auchan souhaite construire un très grand complexe commercial, culturel, sportif et récréatif, un équipement unique dédié aux cultures européennes, qui posséderait une architecture exceptionnelle. Ce prototype d'un nouvel « urbanisme commercial à visage humain » pourrait constituer un repère important du nouveau Paris, et je serais heureux qu'il voie le jour dans un quartier sous-équipé du Nord-Est parisien, entre Paris et Roissy. Après avoir défiguré tant de paysages, tant d'entrées de villes, l'urbanisme commercial et industriel doit aussi faire sa révolution, nous devons l'encourager.* » **C'est la première fois qu'on entend parler du projet EuropaCity, mais il n'est ni explicitement nommé, ni précisément localisé.**

En novembre 2010, lors du débat public sur les projets de réseaux de transport Grand Paris et Arc Express une réunion publique est prévue à Gonesse. Une gare du Grand Paris sur le Triangle de Gonesse figure sur le plan « à titre optionnel » avec un point d'interrogation. A cette réunion, les associations présentes apprennent au moment de la présentation du cahier d'acteur d'Immochan par Christophe Dalstein, directeur du projet que **le groupe Auchan souhaite implanter un immense centre commercial, de loisirs et de culture sur le Triangle de Gonesse intitulé EuropaCity**, à la condition de pouvoir disposer d'une gare à proximité. Cette annonce soude l'opposition de la société civile avec le rapprochement d'une quinzaine d'associations des deux départements du Val d'Oise et de Seine Saint Denis dont les quatre associations départementales, **MNLE 93, Les Amis de la Terre Val d'Oise, Environnement 93** et **Val d'Oise Environnement**, ces deux dernières étant membres de **FNE Ile-de-France**.

Mars 2011 : création du Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) contre le projet EuropaCity

D'avril à juin la première action a été la signature d'une pétition sur papier avec présence de membres du CPTG et diffusion d'un tract d'information à Gonesse, Villiers-le-Bel, Le Thillay, Goussainville. Environ 2 000 signatures ont été déposées au Conseil régional et un piquenique a rassemblé une centaine de personnes sur le Triangle de Gonesse.

Lors de cette pétition les membres du CPTG ont eu la confirmation auprès des habitants du territoire à la fois d'une forte incompréhension du projet EuropaCity et d'un réel intérêt pour la préservation des espaces agricoles.

En 2012 EuropaCity lance une grande opération de propagande avec la présentation des projets architecturaux de quatre cabinets tous plus vert que vert à la maison de l'architecture à Paris. L'un d'entre eux explique même qu'il « *soulève les terres du Triangle de Gonesse et glisse dessous EuropaCity qui par la chaleur dégagée permettra d'accroître la période de culture* ». Le CPTG s'est invité à cette manifestation avec une banderole et la distribution d'un tract. Au cours de la réunion, Bernard Loup et Jacqueline Lorthiois ont suscité des applaudissements : l'un en s'indignant d'un projet qui repose sur « l'accroissement des inégalités sur le territoire et dans le monde ». La seconde a provoqué l'hilarité des participants essentiellement architectes et urbanistes, en évoquant les chiffres mirifiques d'emplois du chantier (10.000) comparables au tunnel sous La Manche et de 20000 emplois au total calculés en faisant l'addition impossible des chiffres du chantier et du centre commercial après ouverture. Les enfants des écoles de Gonesse seront soumis à cette publicité mensongère durant deux mois avec visite de l'exposition déménagée à Gonesse, les promoteurs du projet espérant qu'ils porteraient la propagande sur le projet dans les familles de Gonesse.

Durant cette période le CPTG organise deux réunions publiques, à Aulnay-sous-Bois sur l'agriculture et l'aménagement du territoire, et à Villiers-le-Bel sur l'emploi. Le CPTG approfondit sa connaissance des enjeux de ce territoire et produit des critiques de plus en plus argumentées sur les fausses solutions colportées depuis des années par les élus locaux, en matière d'emploi, de transports, d'activité économique et d'agriculture.

Février 2013, rassemblement sur le Triangle pour s'opposer à la gare en plein champ du Grand Paris Express au moment où les élus manifestent pour raccourcir les délais de réalisation de la ligne 17 Nord.

Au printemps 2013, l'EPA Plaine de France lance la concertation dite réglementaire sur son projet de ZAC du Triangle de Gonesse. Coïncidence étonnante, c'est aussi à ce moment qu'EuropaCity saisit sur son projet la CNDP. L'EPA aurait voulu aider EuropaCity à éviter l'épreuve du débat public qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Une concertation indigne, en deux réunions publiques et trois ateliers thématiques, toutes organisées à Gonesse malgré les demandes du CPTG de présenter le projet dans le 93 et l'ensemble de l'Est du Val d'Oise. Alors qu'Auchan se targue d'un comité de pilotage regroupant tous les acteurs du territoire (sauf les associations) tous bien sûr favorables au projet, nous n'avons vu durant ces réunions dites de concertation que des élus de Gonesse et le président de l'agglomération Val de France. Le CPTG continue les diffusions d'informations devant le Leclerc de Gonesse et au marché d'Arnouville et reçoit toujours le même accueil favorable à son action. Tandis que le directeur de l'EPA s'affiche au côté du directeur d'EuropaCity dans tous les salons immobiliers pour faire la promotion d'EuropaCity.

Fin 2013 nouveau vote du SDRIF. Le projet EuropaCity n'est pas cité dans le texte. L'urbanisation passe de 19 à 12 pastilles soit 300 ha, deux fronts urbains d'intérêt régional sont marqués sur la carte et 400 ha minimum de terres agricole d'un seul tenant sont mentionnés.

Mai 2014 Marche festive de Roubaix à Néchin des différents collectifs de lutte contre des projets de centres commerciaux du groupe Auchan et pour dénoncer l'évasion fiscale en Belgique pratiquée par une partie de la famille Mulliez, propriétaire du groupe.

Septembre 2014, le CPTG avec Alternatiba IdF organisent le premier Alternatiba d'IdF sur le Triangle de Gonesse durant deux jours. Environ un millier de personnes participent à ce rassemblement durant lequel une manifestation de 300 personnes a marché de Gonesse au Triangle. Ce rassemblement s'est effectué contre EuropaCity et dans le cadre de la préparation de la COP 21 prévue pour fin 2015 sur l'aéroport du Bourget tout proche du projet EuropaCity.

2015, le CPTG participe à différentes initiatives préparatoires de la COP 21 et durant la COP 21.

Printemps 2015, EuropaCity organise sept réunions de « co-construction d'EuropaCity dans 6 villes différentes, quatre du 95 et deux du 93, ce que l'EPA n'avait jamais osé faire. Ces réunions avaient pour but de préparer une expression du territoire en faveur du projet lors du débat public. Malgré les grands moyens mis en œuvre, cet investissement d'Auchan a eu peu d'impact lors du débat public. Le CPTG a pu exprimer son opposition lors de ces réunions.

Juin 2015 rassemblement et fresque humaine *Non à EuropaCity* au Parc Ballanger d'Aulnay-sous-Bois.

Octobre 2015 : rassemblement sur le Triangle pour protester contre le tracé en plein champ du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la ligne 20 reliant les RER B et D.

2016 débat public avec une majorité de réunions prévues dans des communes du Val d'Oise, quelques-unes en Seine Saint Denis. Il a fallu se battre pour qu'enfin une réunion publique soit organisée à Paris. Le débat public a permis par le site internet un élargissement géographique de l'expression des opposants aux projets et quelques surprises avec les cahiers d'acteurs défavorables venant du Parc des Expositions de Villepinte, de la Compagnie des Alpes ou l'audition de FNE IdF et de l'IAU par la commission environnement et aménagement du territoire du Conseil régional durant laquelle l'IAU a continué à exprimer l'intérêt régional de garder le Triangle de Gonesse agricole. Notons d'ailleurs que le cahier d'acteur du Conseil régional donnant un avis favorable avec réserve n'a pas été soumis au vote de l'assemblée régionale et que quatre des huit groupes politiques (Front de gauche, Modem, EELV et FN) ont produit un cahier d'acteur défavorable et aucun groupe n'a déposé un cahier d'acteur favorable au projet. Différentes études complémentaires ont permis la contestation du nombre des emplois de chantier et du centre après ouverture du projet. Nous avons pu démontrer aussi le décalage entre les métiers offerts, les savoir-faire et compétences de la main-d'œuvre et l'indigence du dispositif de formation. Il y a eu aussi un gros débat sur les emplois détruits par l'implantation. Les fon-

cières des centres commerciaux voisins, Hammerson pour O'Parinor et Unibail pour Aéroville se sont exprimées durant le débat contre EuropaCity. Quelques jours avant l'ouverture du débat public nous avons appris l'arrivée dans le projet du groupe Chinois Wanda dont l'investissement a été ensuite révélé à hauteur de 49,9% de la société porteuse du projet.

En mai 2016 le CPTG a saisi la commission de pétitions de l'Europe. La saisine a été jugée recevable, mais mise en attente des décisions de la juridiction française. Fin 2016 la CPTG a attaqué l'arrêté préfectoral de création de la ZAC Triangle de Gonesse. La bataille juridique ne fait que commencer. Vont suivre le recours contre la révision du PLU et d'autres recours s'il y a lieu contre la DUP d'expropriation de l'espace agricole convoité par EuropaCity et contre la DUP de la ligne 17 nord avec la gare en plein champ ...

Juillet 2016 : suite au débat public s'est constituée de façon informelle une Convergence Alter-EC qui se réunit à Paris et répond au nécessaire élargissement à l'ensemble de la région parisienne de la lutte contre EuropaCity. Le 8 novembre 2016, une réunion publique a rassemblé à Paris 300 opposants-tes au projet. C'est un début qui va s'amplifier.

Décembre 2016, annonce du remplacement du directeur d'EuropaCity Christophe Dalstein, avec la nomination d'un nouveau directeur Benoît Chang. Le bilan tiré du débat public par Auchan-Wanda laisse apparaître de nombreuses incertitudes sur les enseignes commerciales, sur les équipements culturels et de loisirs et même sur le projet architectural. Un équipement du 7^{ème} art est promis alors que depuis le début il a été dit qu'il n'y aurait pas de cinéma (n'y aurait-t-il pas concurrence avec la cité du cinéma de Luc Besson à St Denis, dont l'agglomération a été par ailleurs validée comme cluster de l'image). Il n'est plus question de 11 800 mais de 8 000 emplois. Auchan-Wanda ont demandé la nomination par la CNDP d'un garant ; en février 2017 la CNDP en a nommé deux dont aucun n'était membre de la CPDP du débat public.

Autour **de Terre de liens** différentes organisations de la Convergence ont répondu à l'appel à projet de la Métropole du Grand Paris sous la forme d'un projet agricole.

Décembre 2016 - mars 2017 le CPTG et la Convergence, assistés par les associations Métropop'! et APPUI ont organisé quatre ateliers participatifs sur les alternatives à EuropaCity à Tremblay-en-France, Aulnay- sous-Bois, Villiers-le-Bel et Paris d'où ont surgi d'intéressantes propositions en faveur d'un projet alternatif, utile aux habitants et susceptible de permettre à ce territoire de devenir une « vitrine internationale » du « bien vivre » et de la participation des habitants aux décisions qui les concernent, en préservant et revalorisant le potentiel agricole du territoire.

Avril 2017 : le CPTG et la Convergence préparent un grand rassemblement à Gonesse pour le 21 mai.

Le 21 mai 2017 en accord avec des agriculteurs du Triangle de Gonesse, pour marquer symboliquement l'importance de la protection de ces terres fertiles, un potager collectif a été planté sur un petit terrain délaissé situé en bordure de la 4 voies "boulevard du Parisis". Des centaines de marcheurs ont afflué –souvent en famille- vers le Triangle de Gonesse pour participer à la journée festive organisée par la Convergence Alternative à EuropaCity qui regroupe autour du CPTG, FNE Ile-de-France, la coopérative Biocoop, le réseau des AMAP d'Ile-de-France, Les Amis de la Terre, MNLE, la Confédération des Commerçants de France (CDF), Attac, la COSTIF, l'association des Amis de la Confédération paysanne et le syndicat national Confédération Paysanne. Environ 2 000 personnes ont participé à la journée, le matin pour planter et semer une parcelle de terre et/ou l'après-midi pour aller en manifestation du Triangle de Gonesse à l'Hôtel de ville de Gonesse.

29 mai - 30 juin 2017 : enquête publique dans le cadre de la révision du PLU

en vue d'autoriser l'urbanisation de 300 ha dont 80 ha convoités par le Groupe Auchan pour implanter son projet EuropaCity. Grâce à une formidable mobilisation des opposants une délégation du CPTG et de FNE pouvaient remettre le 30 juin à M. HEBERT, Commissaire enquêteur :

- 1012 signatures de la pétition papier -dont 370 de la ville de Gonesse
- 1583 signatures de la pétition numérique

Le 30 juillet 2017 le Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique a remis un rapport particulièrement défavorable à la révision du PLU de la ville de Gonesse et au projet EuropaCity.

Jeudi 6 juillet 2017 lors de sa première conférence de presse comme ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot a répondu clairement à la question relative au Triangle de Gonesse posée par Jade Lindgaard, journaliste à Médiapart. Question :

«L'urbanisation des 300 hectares du Triangle de Gonesse, au nord de Paris, avec notamment le projet de centre de shopping et de loisirs EuropaCity est-il compatible avec l'objectif de neutralité carbone ?»

Réponse : «La réponse peut être très courte. La réponse est non. Cette gourmandise que nous avons à consommer des terres agricoles et à artificialiser les sols en général est incompatible avec nos objectifs».

Et le ministre a conclu sa réponse en disant : « il y a ce sur quoi je peux agir, car les décisions ne sont pas crantées ».

Cet échange n'a pas échappé à Anne COLLIN, journaliste du Parisien, qui mettait dès le 9 juillet à la une du site internet du journal une brève au titre explicite : "Gonesse : EuropaCity « pas compatible » avec le plan Climat selon Nicolas Hulot". Il est à noter que le Plan climat présenté ce jour-là à la presse prévoit de "Mobiliser l'agriculture pour lutter contre le changement climatique" (p. 25) et énumère comme axes de discussion lors des États Généraux de l'Alimentation :

- un plan d'actions pour la protection des sols, la lutte contre leur artificialisation et la souveraineté alimentaire ;
- des mesures pour renforcer la séquestration du carbone dans les sols.

8 - 9 juillet 2017 le CPTG était "invité d'honneur" du 17^{ème} rassemblement d'été à Notre-Dame-des-Landes.

20 personnes, membres du CPTG ou de la Convergence Alter EuropaCity se sont rendus sur la ZAD à l'invitation de la Coordination des opposants au projet d'aéroport.

23 août 2017 publication du rapport du Commissaire enquêteur sur le site internet de la ville de Gonesse.

Daté du 30 juillet 2017 ce rapport très complet et très rigoureux dans ses analyses, a surpris beaucoup d'observateurs tant sa conclusion est particulièrement défavorable à la révision du PLU de la ville de Gonesse et au projet EuropaCity au motif que "le projet d'aménagement du triangle de Gonesse est peu compatible avec la notion de développement durable à différentes échelles" et que "ses orientations sont incompatibles avec le pilier environnemental par ses impacts sur le changement climatique, la destruction de ressources et l'atteinte à la biodiversité." (p. 212).

Dimanche 8 Octobre 2017 à Paris, du quai Valmy à la place de la République, les opposants au projet EuropaCity ont brandi fièrement maïs, citrouilles, potimarrons, poireaux avec,

en tête de cortège, des brouettes pleines des légumes de saison venant tout droit du potager du triangle de Gonesse. « Des légumes, pas de bitume ! Des radis pas des caddies ! Des champs pas d'Auchan ! », tels étaient les slogans de ce défilé dans la bonne humeur. L'après-midi entre 500 et 1 000 personnes sont venues soutenir la lutte contre ce projet démesuré et contre la décision du maire de Gonesse de poursuivre la procédure de révision du PLU de la ville pour ouvrir à la construction 300 hectares de terres agricoles très fertiles du triangle de Gonesse, malgré l'avis très défavorable du commissaire enquêteur.

Ce dimanche, au pied de la statue de la République, pendant que des membres du collectif s'activaient pour éplucher les légumes et préparer une soupe géante gratuite, servie à près de 500 personnes, deux débats ont été organisés.

L'un sur le projet alternatif CARMA (Coopération pour une ambition Agricole, Rurale et Métropolitaine d'Avenir) qui propose sur le site un maillage de fermes agro-écologiques et de pépinières d'entreprises sociales et solidaires qui permettrait de restituer à ces terres agricoles leur vocation de grenier alimentaire de l'agglomération parisienne.

Le deuxième sur la création de comités locaux appelés "**Comités Terres de Gonesse**" afin de mobiliser au-delà des frontières administratives du territoire de Gonesse car c'est un projet régional !

Courant octobre 2017 a été publiée une version augmentée (58 p.) du projet alternatif CARMA. Les débats avec les habitants au cours de nombreuses réunions publiques d'avril à octobre 2017 ont permis d'enrichir le projet initial.

D'octobre à décembre 2017 le CPTG –en harmonie avec l'Association des Usagers des Transports / **FNAUT Ile-de-France** et son Communiqué de presse du 26 octobre- s'est opposé à la campagne orchestrée par quelques élus en faveur de la réalisation de la ligne 17 et de sa gare en plein champ, la gare du Triangle de Gonesse réclamée par Auchan pour réaliser le projet EuropaCity.

Nous avons réclamé **l'abandon de la ligne 17 au-delà du Bourget** et l'affectation complète des économies réalisées à la modernisation des transports du quotidien, à commencer par l'amélioration des RER B et D et des lignes de bus et de tramways du territoire.

Le 25 novembre 2017 l'avocat du CPTG a déposé auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise un recours contre la délibération du conseil municipal de Gonesse du 25 septembre 2017 portant approbation de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)

En novembre 2017 le « livre blanc » publié par les experts indépendants des InCO-Pruptibles a établi que l'empreinte écologique d'EuropaCity serait de 1,5 million de tonnes de CO₂ par an en 2024 et 1 million de tonnes en 2040, soit **l'équivalent de 175 hypermarchés, ou de 250 000 habitants**. Les 430.000 m² du projet représentent l'équivalent de 43 hypermarchés et son empreinte carbone s'élèverait en 2024 à 1,5 million de tonnes de CO₂ par an, soit autant que celle d'une ville de 140.000 habitants.

Le 1^{er} déc. 2017 dans le journal Libération **153 personnalités ont signé une Tribune libre "Contre la folie EuropaCity, cultiver le bien commun"** pour demander l'arrêt du projet de méga-centre commercial et de loisirs aux portes de Paris, porté par Auchan et l'investisseur chinois Wanda.

Lundi 11 décembre 2017 le projet CARMA a été présenté à l'Assemblée nationale parce que les discours sur la « maison qui brûle » ne suffisent plus et parce qu'il est temps de mobiliser le gouvernement et l'ensemble des citoyens pour que la France respecte les engagements pris en 2016 lors la COP 21 au Bourget.

En accord avec des agriculteurs du Triangle de Gonesse, pour marquer symboliquement l'importance de la protection de ces terres fertiles, un potager collectif a été planté il y a un an, le 21 mai 2017, sur un petit terrain délaissé situé en bordure de la 4 voies "boulevard du Parisis".

Pour en assurer l'entretien, une présence régulière a été assurée à raison d'un dimanche sur deux pendant l'été et l'automne, et un dimanche par mois durant l'hiver.

Le 6 mars 2018, le tribunal administratif de Cergy annulait l'arrêté du 21 septembre 2016 par lequel le préfet du Val d'Oise autorisait la création de la ZAC du Triangle de Gonesse en raison des insuffisances de l'étude d'impact relative à l'incidence du projet sur la qualité de l'air et, notamment sur la question des émissions de CO₂ induites par les déplacements de touristes par déplacement terrestre ou aérien eu égard à la proximité de l'aéroport et dans la perspective de la création d'EuropaCity ainsi que la non prise en compte des effets cumulés du projet de ZAC et de la ligne 17 nord du métropolitain.

Le 9 mars 2018, seulement trois jours plus tard, l'Établissement public foncier d'Ile de France (EPFIF) a cru devoir faire sommation au Collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG) de "*procéder à la suppression, à ses frais des plantations effectués sans droit ni titre sur la parcelle précitée, et de façon générale de quitter et libérer les lieux de toutes personnes et de tous biens, et ce immédiatement et sans délai*".

Malgré cette sommation le CPTG a assuré le maintien de l'usage agricole de cette parcelle et préparé la Fête des Terres de Gonesse qui s'est tenue le 27 mai.

Persistant dans une volonté de détruire un potager existant depuis un an, l'EPFIF a saisi le tribunal de Pontoise statuant en référé contre le CPTG. Lors de l'audience du 6 mai, l'avocate de l'EPFIF a demandé le report de l'audience. Une nouvelle audience a été fixée par le tribunal au 11 juillet.

27 mai 2018 : le CPTG et la Convergence ont organisé une DEUXIÈME FÊTE AVEC DÉBATS SUR LE TRIANGLE DE GONESSE

Jeudi 27 sept. le Collectif EuroPas Du Tout a organisé un rassemblement d'associations et de fédérations de commerçants sur le marché d'Aulnay-sous-Bois (93) pour dénoncer les dangers d'[#EuropaCity](#) sur les commerces existants.

<https://www.facebook.com/vonews.votv/videos/298494657405044/>

14 novembre 2018 : nouvelle audience de référé au TGI de Pontoise

Compte tenu du contexte l'usage actuel de cette parcelle ne peut être vu sous des critères seulement administratifs. Cette parcelle fait partie de l'ensemble plus vaste du triangle de Gonesse et de la Plaine de France qui subissent un rythme d'urbanisation deux à trois fois supérieur à celui des espaces agricoles de l'Ile-de-France. Le projet de Sdrif voté en 2008 prévoyait 19 pastilles d'urbanisation. En 2010 le projet de centre commercial et de loisirs EuropaCity a créé les conditions d'un débat, qui n'avait pas pu avoir lieu auparavant, sur le bienfondé de l'urbanisation auquel le CPTG participe depuis mars 2011. Ce débat a conduit l'assemblée régionale à une réduction à 12 pastilles, soit 300 ha d'urbanisation potentielle, lors de l'adoption du Sdrif voté en 2013.

La parcelle plantée symboliquement doit être regardée en droit comme un « *patrimoine commun* » que le code de l'environnement reconnaît depuis 1995 notamment à son article L110.1. La charte de l'environnement, adossée à la constitution par la loi constitutionnelle du 1^{er} mars 2005 a consacré plus largement le « *patrimoine commun des êtres humains* ».

Cette initiative citoyenne sur cette parcelle ne vise qu'à faire application de cette notion de « *patrimoine commun* » à un endroit où le progrès de la destruction des espaces agricoles et naturels est particulièrement avancé.

Le débat public de 2016, les rapports successifs de l'Autorité environnementale sur EuropaCity, la ZAC et la ligne 17 nord, les avis de l'IAU, l'avis défavorable du commissaire enquêteur relatif à la révision du PLU de Gonesse rendant urbanisable les 300 ha agricoles et l'annulation, par le tribunal administratif de Cergy, de la création de la ZAC Triangle de Gonesse attestent, s'il en était besoin, qu'au-delà de la pertinence d'EuropaCity, la question de l'urbanisation du Triangle de Gonesse n'est pas définitivement tranchée.

Face à cela, les partisans de l'urbanisation considèrent que depuis le vote du Sdrif en 2013 le débat est clos et en appellent à la répression à l'égard de celles et ceux qui veulent poursuivre le débat. Depuis mars 2011, le CPTG n'a jamais pu disposer d'une salle pour tenir une réunion, publique ou non à Gonesse, alors que la commune met à disposition de la propagande en faveur d'EuropaCity des moyens considérables : expositions des projets architecturaux durant deux mois avec visite des classes des écoles de la ville, stand EuropaCity lors du forum annuel des associations, articles dans le bulletin municipal, maison du projet à côté de la mairie...

L'EPFIF ne subit aucun trouble de jouissance. Tout en respectant l'usage précaire agricole de la parcelle, le CPTG lui donne une fonction d'expression démocratique.

CONCLUSION :

Ainsi depuis sa création en 2011 le CPTG n'a cessé de grandir jusqu'à devenir aujourd'hui une association aux multiples ramifications, indépendante de tout lobby économique et de tout parti politique, forte de la seule expertise de ses ami-e-s sociologues, économistes, juristes, urbanistes, agronomes, écologues, spécialistes de l'aménagement du territoire ou de la communication et acteurs expérimentés de toutes les résistances citoyennes des dernières décennies.

Plus le temps passe, plus la conscience de l'urgence écologique augmente, plus ce projet apparaît dans sa démesure et son caractère obsolète.... Et plus la nécessité d'alternatives s'affirme.

Des nuages s'amoncellent contre le méga-projet

Depuis l'annonce du projet fin 2010, l'opposition n'a cessé de progresser. En témoigne l'évolution de cette lutte : début 2016, près de 80% d'avis négatifs au cours du débat public assuré par la commission nationale du débat public (CNDP) ; mai 2017 et 2018, deux Fêtes des Terres de Gonesse rassemblent chaque fois un millier de personnes sur une parcelle urbanisable du Triangle ; la montée en puissance du projet alternatif porté par le Groupement CARMA pour sauvegarder la totalité des 700 ha de terres agricoles ; juillet 2017 et 2018, les prises de position de Nicolas Hulot contre EuropaCity ; mars 2018, le Tribunal administratif de Cergy annule l'arrêté préfectoral de création de la ZAC. Avec autant d'éléments contraires, on s'attendrait à l'abandon du projet. Il n'en est encore rien : les promoteurs Auchan-Wanda persistent. Comme à Notre Dame des Landes, il faut gagner la décision politique d'abandon d'EuropaCity et de la ZAC du Triangle, pour construire un projet répondant aux défis environnementaux et climatiques futurs. Qui la prendra : l'État ou la Région ?

EuropaCity, devenu symbole de l'artificialisation des sols qu'il faut stopper

Début juillet 2018, le plan gouvernemental pour la biodiversité présenté par Nicolas Hulot fait de cette lutte un enjeu national. Évoquant la réduction de l'artificialisation des sols, le ministre est interrogé par la presse et ré-affirme son opposition à EuropaCity : « *avoir un centre commercial avec une station de ski artificielle, c'est la folie des grandeurs du XX^{ème} siècle, c'est exactement ce que je ne veux plus demain !* ». Ce projet est devenu symbole d'un passé rétrograde. Pour le moment le nouveau Ministre de la Transition écologique – que nous avons demandé à rencontrer - ne s'est pas exprimé sur le sujet. Des journalistes trouveront bien l'occasion de l'interroger sur ce point.

La position constante de Nicolas Hulot n'a pas empêché l'ex-ministre Jacques Mézard de faire appel de la décision d'annulation de la ZAC et de demander un sursis à exécution, afin de poursuivre les procédures d'expropriation. Plus récemment, le Premier Ministre a exprimé dans un courrier à Vianney Mulliez, dirigeant du groupe Auchan, « *l'intérêt du gouvernement pour le projet EuropaCity, emblématique de l'ambition du Grand Paris.* »

Une ZAC sans accès routiers prête à être déclarée d'utilité publique

Sans attendre la décision du Tribunal administratif (en 2019), l'aménageur a lancé en janvier-février 2018 l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, pour réaliser les expropriations des terrains tant convoités par les bétonneurs. Preuve d'incohérence et de précipitation flagrantes, le dossier fourni indique bien les réseaux routiers à l'intérieur de la ZAC hors EuropaCity, mais renvoie à une concertation ultérieure le raccordement au réseau routier principal - autoroutes A1 et A3 ; importantes départementales D370 et D317 -, autant de voiries essentielles pour le fonctionnement des aéroports du Bourget et de Roissy et des parcs d'expositions du Bourget et de Villepinte, déjà fort saturées. A croire que rien n'arrête les préfets pour exécuter une politique d'aménagement incohérente, saucissonnant les procédures.

Contradiction notoire : bien que cette enquête publique portait sur le même sujet que la révision du PLU avec le même dossier (la ZAC du Triangle), le commissaire enquêteur a pris cinq mois pour rendre un avis favorable, certes avec des conditions, réserves et recommandations, mais en occultant 3400 avis dont 88% « contre ». A la différence de l'avis défavorable précédent concernant le PLU. Ce qui démontre que l'avis d'un commissaire n'est pas indépendant de sa personnalité. L'appel du ministre n'étant pas suspensif, à ce jour la ZAC n'existe toujours pas et le préfet a mis son stylo en attente pour signer la DUP.

Un permis de construire pour une gare en plein champ, sans ligne !

Dans l'espoir de rendre les choses irréversibles par le démarrage d'un chantier, peu importe lequel, le permis de construire de la gare du Triangle sur la ligne 17 nord du Grand Paris Express a été signé en septembre. Aucune indication dans le dossier sur l'environnement futur de la gare et ses accès, en dehors de la voirie nécessaire aux travaux. Précipitation d'autant plus absurde que le gouvernement a repoussé la mise en service de la ligne de 2024 à 2027. Pourtant, des déclarations convergentes font craindre l'ouverture du chantier dès 2019, sans attendre la décision du tribunal. Ce serait une véritable provocation qui pourrait marquer une rupture dans l'évolution de la lutte.

La mobilisation citoyenne s'amplifie, au-delà de la Fête annuelle des Terres de Gonesse.

Des Comités terres de Gonesse se constituent à Paris et en banlieue. Ils régionalisent la mobilisation contre EuropaCity et en faveur de l'avenir agricole du territoire, en organisant des soirées débats et en appelant à différentes initiatives. Durant l'été, le passage du Tour Alternatiba puis de l'Alter Tour ont été l'occasion de rassemblements sur la parcelle du Triangle où le CPTG entretient un potager et accueille un dimanche sur deux ceux qui veulent nous soutenir, découvrir le site ou y revenir. Un circuit de randonnée a été inauguré. La projection en plein air de documentaires de Marie-Monique Robin, marraine du CPTG, une soirée pique-nique avec des groupes musicaux ont marqué la rentrée scolaire. Une nuit de musique techno s'est même tenue malgré les plots en béton posés par la mairie de Gonesse pour empêcher d'accéder au lieu.

Le projet du Groupement CARMA, alternative de plus en plus crédible

La saturation des accès routiers reliant Roissy à Paris est une véritable épine dans le pied des bétonneurs. Selon l'autorité environnementale, l'urbanisation du site ferait passer le temps moyen d'un trajet routier Paris-Roissy de 55 minutes aujourd'hui à 90. Et désormais, Aéroports de Paris annonce la réalisation prochaine d'un nouveau terminal T4, permettant l'accroissement de 69 millions de passagers à plus de 100.

Ainsi, l'urbanisation du Triangle de Gonesse apparaît à la fois une source de dysfonctionnement pour les équipements régionaux et nationaux du nord-est francilien (aéroports et parcs d'exposition), et un motif de discordance entre les acteurs du territoire, avec EuropaCity menaçant des équipements existants. Le projet CARMA de production alimentaire, basé sur l'économie circulaire, ne sature pas le territoire, ne nécessite aucune infrastructure lourde de transport, un simple arrêt de bus sur la ligne 20 traversant le triangle suffit. Il est capable de fédérer l'ensemble des communes d'alentours, dans le Val d'Oise et la Seine Saint Denis. En novembre, le projet CARMA est présenté à la préfecture et aux élus de la région, après la Chambre d'agriculture d'Ile-de-France en juillet.

Question : 2019 sera-t-elle l'année de la décision politique d'abandonner l'urbanisation du Triangle de Gonesse ou celle de la fuite en avant observée à Notre Dame des Landes ou à Bure avec le démarrage d'un chantier qui constituerait une provocation ?

Le projet EuropaCity est une source de division entre les départements 95 et 93 ; il exacerbe les oppositions politiques, territoriales, socio-économiques, etc...

Le projet CARMA recoud des territoires fragmentés, efface les rivalités 95 / 93 ; il fédère le territoire et remet de la cohérence et de l'"urbanité" dans ce territoire segmenté par les axes de transports ; il apporte de l'utilité pour l'ensemble des populations riveraines, indépendamment des frontières institutionnelles. Et c'est aussi un des rares projets MGP / Grande Banlieue.

Pour aller plus loin, voir :

- Avril 2016 : *Cahier d'acteur du CPTG lors du débat public sur le projet EuropaCity (15 mars - 30 juin 2016)*
- 30 juin 2017 : *L'Avis du CPTG sur le PLU de Gonesse remis au Commissaire enquêteur, M. Ronan HEBERT*
- 23 août 2017 : *Le rapport le Commissaire enquêteur défavorable à la révision du PLU de la ville de Gonesse*
- Octobre 2017 : *Le projet CARMA*
- 17 février 2018 : *Avis du CPTG concernant la DUP ZAC Triangle de Gonesse*
- 21 mai 2018 : *Avis du CPTG concernant la création et l'exploitation de la ligne 17-Nord*
- 10 juillet 2018 : *Avis du CPTG concernant un centre d'exploitation des lignes 16 et 17 du Grand Paris Express*
- 9 nov. 2018 : la dramatique *histoire du territoire de Roissy* publiée par [ScopFair](#) architectes Paris dans son blog : [Réparer le Grand Paris](#)
- 20 nov. 2018 : *Avis du CPTG sur le projet CDG Express*

VIDÉOS À DÉCOUVRIR

- 9 novembre 2018 – [Europacity, le monstre qui cache la forêt les champs dévastés](#)
<http://vimeo.com/299858096> 3'34
- 13 octobre 2017 – [EUROPACITY : LE PROJET WTF DES MILLIARDAIRES](#)
<http://www.youtube.com/watch?v=Stl1pl6xf2Y> 5'47
- 21 mai 2017 – [Vidéo de présentation du CPTG tournée sur le Triangle de Gonesse](#)
<http://lundi.am/Contre-EuropaCity-Doc-du-reel> 17'05

DOCUMENTS À CONSULTER



[BIG : Quelques mots sur les architectes d'EuropaCity](#)

Bjarke INGELS, l'architecte danois à l'ego démesuré

23 juin 2017 par PARIS-LUTTE.INFO

<http://spark.adobe.com/page/Sxx3gfCzEEhvW/>

Une histoire grand-format de **Samy Archimède, Ian Dalipagic et Jérôme Fourcade**

Ils cultivent du blé, du colza, du thym, vivent au rythme des saisons, se plient aux caprices de la nature. Mais leur horizon, c'est les avions, l'autoroute et Leroy-Merlin. Au nord-est de Paris, 700 hectares ont miraculeusement échappé à un demi-siècle de bétonisation. **Dernier projet en date: EuropaCity.** Ce gigantesque centre commercial et de loisirs signera-t-il la fin du grenier à blé parisien?



11 juin 2017 – [EuropaCity : un tas de fumier vaut mieux qu'un projet de merde](#) <http://grozeille.co/EuropaCity/>

La bête a été intronisée non moins que « *nouveau quartier des loisirs du Grand Paris* », promesse du ravitaillement et du divertissement des foules métropolitaines. Plus prosaïquement, il s'agit de bétonner les quelques terres agricoles subsistant dans le « triangle de Gonesse », un territoire à la limite du Val d'Oise et de la Seine-Saint-Denis, sauvé jusqu'ici de l'urbanisation par son environnement ingrat : coincé entre deux autoroutes, deux nationales et surtout deux aéroports, il n'est pas habitable.